



Lectures

Anne Gagnebien

► To cite this version:

Anne Gagnebien. Lectures. Communication & langages, 2018, pp.146-147.
10.3917/comla1.197.0143 . hal-03642065

HAL Id: hal-03642065

<https://hal.science/hal-03642065>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LECTURES

-

Presses Universitaires de France | « Communication & langages »

2018/3 N° 197 | pages 143 à 150

ISSN 0336-1500

ISBN 9782130803591

DOI 10.3917/comla1.197.0143

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-communication-et-langages-2018-3-page-143.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LIVRES

LE DÉSENCHANTEMENT DE L'INTERNET :
DÉSINFORMATION, RUMEUR ET
PROPAGANDE

Badouard Romain, Limoges, FYP éditions,
coll. « Présence/Questions de société »,
2017, 179 p.

Romain Badouard dresse dans son essai le constat d'un rapport désenchanté au web, symbolisé par l'affaire Snowden qui marque pour lui « un tournant historique dans notre rapport au numérique, celui de la grande désillusion » (p. 11). Internet a représenté pour les démocraties une opportunité réelle de régénération, en favorisant les capacités d'intervention des citoyens dans le débat public, en encourageant la diversité des informations en circulation et en permettant un renouvellement des formes de mobilisation et de participation. En cinq chapitres, l'auteur propose de revenir sur la façon dont Internet a déçu ces attentes et « semble s'être mué en véritable champ de bataille » (p. 12) sur lequel l'internaute doit louver pour exercer pleinement son pouvoir citoyen.

Le web a pu être apprécié comme un outil favorisant le dialogue, chacun pouvant « prendre la parole pour dire ce qu'il veut, comme il l'entend » (p. 15). La possibilité nouvelle de participer au débat a été considérée pendant un temps comme un enrichissement, dessinant un modèle dans lequel la prise de décision s'opérerait par consensus. Wikipédia, qui s'inspire de ce principe, constitue le meilleur exemple de la culture participative et collaborative qu'Internet a pu générer. Pour autant, pour Romain Badouard, l'encyclopédie en ligne « constitue plus une exception qu'un archétype » (p. 71). La violence et l'exclusion se sont en effet imposées sur une grande partie des plateformes, amenant l'auteur à qualifier ce mouvement de « brutalisation du débat » (p. 55). L'anonymat, pensé par les pionniers du réseau des réseaux comme le moyen d'apprécier les contenus en ligne en fonction de leur qualité intrinsèque, et non des propriétés sociales de leurs émetteurs, est maintenant à l'origine d'une déresponsabilisation des individus quant aux discours tenus, se traduisant par un recours important aux propos agressifs. La figure du troll, sur laquelle l'auteur revient, illustre parfail-

tement cette tendance. L'incivilité se serait donc imposée jusqu'à devenir une « forme d'expression légitime » en ligne (p. 58). Parallèlement, des pratiques visant à disqualifier et à faire taire toute opposition sont mises en place par des groupes de différentes obédiences politiques. Face à cette volonté de censure, à ce recours à l'intimidation et au harcèlement, l'expression politique sur le web se fragmenterait en arènes privilégiant une certaine homogénéité des vues exprimées, allant donc à rebours de l'espoir d'un renouvellement de la sphère publique par le numérique. Lueur d'espoir dans ce paysage agité, des « tiers espaces » existent en ligne, « lieux de débat informels où la discussion publique s'infiltre de manière impromptue » (p. 83).

L'idéal d'*empowerment* citoyen qui avait présidé à la création d'Internet s'est vu contrarié. Les géants du web occupent aujourd'hui des situations de quasi-monopole contraignant plus qu'habilitant la société civile. Ceci se traduit notamment par une « gouvernementalité numérique » (p. 146) : en fixant des cadres technologiques, en contraignant l'expression et l'action individuelles et en incitant les producteurs de contenus à respecter un certain formatage, ces acteurs imposent des comportements normés et circonscrivent de fait les limites de l'initiative citoyenne en ligne. Cette mainmise de quelques entreprises privées sur un bien initialement pensé comme commun s'opère concomitamment à un affaiblissement des autres acteurs pouvant y jouer un rôle. Aussi, si la société civile est représentée dans les instances de régulation de l'Internet, c'est avant tout dans une perspective symbolique, son concours effectif restant très limité. Les États, qui pouvaient contrôler *a priori* les contenus des médias audiovisuels traditionnels, se voient dépassés par le numérique où ils ne peuvent observer qu'un contrôle *a posteriori*. Cette déposition du pouvoir de contrôle étatique sur le marché de l'information se fait au profit des géants du web, commissionnés par ces mêmes États pour procéder à la régulation des contenus disponibles, et soulève *de facto* des questions concernant l'impact politique de cette délégation du pouvoir de censure et de contrôle.

Dresser le constat d'un désenchantement ne signifie en aucun cas céder aux sirènes du cyber-pessimisme. Aussi Romain Badouard

invite-t-il ses lecteurs à « reprendre possession de l'Internet » (p. 141), à réhabiliter le potentiel émancipateur qu'a pu revêtir l'Internet des pionniers. Ceci passe en tout premier lieu par l'adoption d'une posture « hacktiviste », valorisant l'utilisation des logiciels libres, les échanges de pair à pair, etc. L'auteur en appelle aussi à une politique éducative forte : éducation au débat visant à affirmer la place d'un dialogue raisonné et pacifié en ligne, et éducation aux médias sensibilisant à l'importance du choix dans les sources d'information auxquelles le citoyen peut être exposé sur la toile. Les rapports entre politique et numérique doivent ainsi être repensés : quand la technologie tend à être utilisée dans le cadre de l'exercice démocratique, il revient plutôt aux cyber-citoyens d'affirmer et de valoriser « les valeurs démocratiques ancrées dans certaines technologies » (p. 168). Un « retour de la puissance publique » (p. 176) permettrait finalement de contrer l'influence des géants du web.

Au travers de cet essai destiné à un lectorat large, s'appuyant sur des définitions claires et des exemples nombreux, Romain Badouard propose une synthèse des travaux scientifiques des dernières années portant sur les implications politiques d'Internet. Celle-ci est d'autant plus bienvenue qu'elle rencontre plusieurs des questions agitant actuellement le débat public. L'auteur fait la lumière sur les caractéristiques nouvelles des conditions d'exercice du débat et de la participation en ligne, en invitant le lecteur à les connaître, mais surtout à être en capacité de les critiquer. Seul bémol à souligner dans cette recension, la construction du plan de l'ouvrage peut laisser la place à certaines redondances. Ces dernières servent cependant les propos de l'auteur, en insistant sur le danger que représentent certaines des dérives dans lesquelles le web paraît engagé.

GAËL STEPHAN

FAIRE ET DIRE L'ÉVALUATION :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET LA RECHERCHE CONQUIS
PAR LA PERFORMANCE

BARATS Christine, BOUCHARD Julie et HAAKENSTAAD Arielle (dir.), Paris, Presses des Mines, coll. « Sciences sociales », 2018, 326 p.

Cet ouvrage collectif publié sous la direction de Christine Barats, Julie Bouchard et Arielle Haakenstaad paraît à la suite d'un séminaire organisé par les mêmes chercheuses entre 2013 et 2016 à l'Institut des sciences de

la communication. Il en reprend certaines des contributions, en les inscrivant dans un questionnement qui entre fortement en résonance avec des enjeux récents et vifs dans l'enseignement supérieur et la recherche : « comment se fait et se dit l'évaluation académique, [appréhendée] comme une activité concrète, située dans le temps et dans l'espace et dont les modalités d'institutionnalisation et d'instrumentation méritent un examen attentif ? » (p. 15). Il succède également à un premier ouvrage collectif sur la « médiatisation de l'évaluation¹ ».

Si la médiatisation reste l'un des aspects centraux des chapitres ici réunis, le questionnement est, on le voit, plus large, et porte tant sur les discours de l'évaluation que sur les acteurs qui la promeuvent et la mettent en œuvre, ainsi que sur les pratiques qui la concrétisent. Le sujet est en effet complexe : Qu'évalue-t-on au juste ? La recherche, l'enseignement, l'impact de la recherche et de ses agences sur la société ? Le travail des enseignants-chercheurs, l'activité des équipes, des établissements et d'autres structures qui contribuent à la recherche ? Évalue-t-on de la même façon en France, au Royaume-Uni, en Chine ? Quelles ont été les étapes du ou des processus qui nous ont conduits à la situation actuelle ? Quels sont les instruments de l'évaluation ? À toutes ces questions, et d'autres encore, l'ouvrage apporte des éléments de réponse, sans réduire la complexité des phénomènes et des terrains. Le choix de les traiter sous forme de cas contribue justement à cette entreprise, qui, par ailleurs, fait appel à plusieurs disciplines : histoire des sciences, sciences de l'information et de la communication, sciences politiques et sociologie des sciences.

Un fil conducteur oriente toutefois les contributions : le « nouvel esprit de l'évaluation » dans l'espace de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est-à-dire « un phénomène concret incarné et agissant dans et par des discours, des pratiques, des instruments, des acteurs, des institutions, des processus et des relations, qui suscite des critiques et qui a des conséquences » (p. 11, n. 1). La cohésion de l'ouvrage se manifeste en outre par des références internes, ce qui donne le sentiment de lire le produit d'un dialogue entre les auteurs.

1. Julie Bouchard, Étienne Candel, Hélène Cardy, Gustavo Gomez-Mejia (dir.), *La Médiatisation de l'évaluation. Evaluation in the media*, Berne, Peter Lang, 2015, 322 p. Note de l'éditeur : son compte rendu est paru dans le numéro 187 de *Communication & langages* (2016).

Le propos est structuré en deux parties : la première s'intéresse à des terrains situés dans un ou plusieurs pays, la seconde aux instruments et dispositifs qui s'emparent du sujet. Les contributions d'Aline Waltzing (pour la France, les Pays-Bas, l'Allemagne), Manuela Boatcă (Allemagne), Catherine Fallon et Nathan Charlier (Belgique francophone et flamande), Davide Borelli (Italie), Simon Paye (Royaume-Uni) et Tupac Soulas (Chine) montrent à la fois comment les systèmes nationaux étudiés offrent des tableaux contrastés, et comment ils s'inscrivent dans une tendance de fond, caractérisée notamment par une visée de performance des établissements et de « redevabilité » (*accountability*) de la recherche et de l'enseignement. Si les changements observables semblent témoigner de l'émergence de la « nouvelle gestion publique » (*New Public Management*), ils doivent être replacés dans une histoire plus ancienne. Comme le montrent par exemple Aline Waltzing ou Simon Paye, l'origine de la situation actuelle se situerait dans les années 1980, au moment où émerge une « doctrine sans nom » (p. 41), néo-libérale, dans un contexte de réduction des crédits attribués à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Dans la seconde partie, les contributions de David Pontille et Didier Tornay (sur les classements de revues en SHS), Émilien Schultz (sur la mesure de l'« impact » de l'ANR et en son sein), Renaud Debailly et Clément Pin (sur l'évaluation des pôles de compétitivité), Sandrine Garcia (sur la performance en matière d'enseignement), Sophia Stavrou (sur la redéfinition du rôle des acteurs dans la fabrique des programmes de formation), Julie Bouchard (sur la « palmérisation » des formations dans les médias) et Christine Barats (sur le cas singulier du classement de Shanghai) soulignent l'interdépendance des acteurs engagés dans les dispositifs d'évaluation et mettent en évidence les négociations auxquelles l'évaluation donne lieu. Le cas des classements de revues en SHS est à cet égard éclairant : les interactions entre les chercheurs et les instances gestionnaires (de l'évaluation), variables selon les pays étudiés, montrent comment les classements et l'évaluation qui les précède se sont construits par ajustements successifs.

Ces analyses sont encadrées par deux textes qui en donnent les orientations majeures. Dans leur introduction générale, Julie Bouchard et Christine Barats installent les concepts centraux : l'évaluation, entendue au sens large comme « production individuelle ou collective de valeurs » ; la « nouvelle gestion publique » dont la plupart des contributions éclairent les manifestations,

est définie comme reposant sur l'affirmation d'un impératif de la performance et de résultat, sur l'attribution des ressources financières en fonction des résultats, sur la contractualisation des rapports entre les pouvoirs publics et les établissements, et par là même, leur autonomisation, enfin et surtout, sur l'« évaluation quantitative et systématisée dans une perspective de vérification, de contrôle ou de suivi des performances des établissements devant répondre aux demandes politiques de « transparence » et de « redevabilité » » (p. 13). La postface de Pierre Mœglin souligne, quant à elle, un curieux paradoxe soulevé dans l'ouvrage par Simon Paye : alors que la recherche de l'« excellence » est censée favoriser une progression générale de la recherche, le nombre de chercheurs considérés comme « inactifs » au Royaume-Uni va croissant. Aussi les justifications de la managérialisation des universités sont-elles plutôt à chercher dans une « dynamique de l'action » (p. 221) que dans l'imposition d'un modèle emprunté tel quel au secteur privé.

L'ouvrage peut intéresser en particulier les sciences politiques, l'histoire des sciences et la sociologie, et peut-être plus encore les sciences de l'information et de la communication, à plusieurs titres. D'une part, la combinaison des trois dimensions retenues par les éditrices l'inscrit pleinement dans la perspective des SIC en mettant l'accent sur l'historicité (p. 15) de « technologies d'évaluation » (p. 137), sur les modes de circulation et d'appropriation de normes, jusqu'à leur intériorisation par les acteurs ; enfin, sur ce qu'elles nomment ici « performativité » (p. 16), c'est-à-dire « pouvoir de transformation » de l'évaluation, « par et sur » les instances de l'enseignement supérieur et de la recherche. D'autre part, et comme l'indique son titre, l'ouvrage s'attache à ne pas opposer le *faire* et le *dire*, montrant par exemple comment l'« interdiscours de l'évaluation » corrélé à celui de « l'internationalisation éducative » (p. 282) contribue à rendre hégémonique un objet comme le classement de Shanghai et contraint les acteurs à se positionner par rapport à lui, ou comment la production de l'évaluation donne lieu à la création de « petites formes » médiatiques (p. 248) qui renouvellent l'écriture journalistique. Peut-être enfin, sait-on jamais, pourra-t-il éclairer les acteurs qui se sont attachés à promouvoir le « nouvel esprit de l'évaluation », et à qui ce livre est consacré.

XAVIER LEVOIN

**MÉTAMORPHOSES NUMÉRIQUES :
ARTS, CULTURE ET COMMUNICATION.**

PELISSIER Maud et PELISSIER Nicolas (dir.), Paris, L'Harmattan, coll. « Communication et Civilisation », 2017, 280 p.

Les auteurs de cet ouvrage interdisciplinaire, plus particulièrement porté par les sciences de l'information et de la communication (SIC), proposent une approche communicationnelle de la culture et de la création artistique. Comme le relate dans la préface Frédéric Gimmelo-Mesplob, ils s'appliquent à prendre en compte des productions numériques émanant des industries et institutions culturelles actuelles dans leurs situations de communication (p. 8). Ce recueil d'articles est riche, tant au niveau des approches théoriques que des méthodologies, des terrains et types d'analyse ; il peut s'agir ici d'étudier par exemple très finement les collectifs d'acteurs mais aussi de chercheurs qui œuvrent au développement des nouvelles valeurs, ou bien de distinguer des processus de médiation culturelle notamment en muséologie au prisme de la création artistique. Réalisée à partir d'un appel à contributions lancé au sein du réseau CREAMED (« CREAtion en MEDiterranée ») suite à des journées d'études, colloques et articles², cette publication se trouve organisée autour de quatre axes qui structurent ses quatre parties et qui constituent également les axes de recherche de ce réseau, comme le note en préambule Nicolas Péliissier (pp. 11-13) :

– Le premier, qui s'intitule **CULTE** (CULTure, art et patrimoine pour le développement durable des Territoires), propose une étude des processus de patrimonialisation matériels et immatériels, des processus d'interaction et de mobilisation des acteurs variés (artistes, publics, politiques et entreprises/entrepreneurs) à l'ère de l'intégration des technologies numériques dans les institutions culturelles. Cinq contributions structurent cette partie.

– Le second, dénommé **NERF** (Nouvelles Écritures du Réel et de la Fiction) identifie les phénomènes de convergence technologique et médiatique au prisme des nouvelles écritures fictionnelles, du divertissement et des réalités sociales et professionnelles y afférant. Il se focalise sur les pratiques créatives dans les industries culturelles. Quatre articles développent cet axe.

– Le troisième, appelé **ACT** (Art, Création, Technologie), propose un positionnement théorique des SIC en faveur de la création (plus

précisément des artistes issus des champs de la danse et de l'art contemporain) mais également de la recherche contemporaine (les liens établis entre les artistes et les chercheurs) au regard des dispositifs numériques utilisés. Cinq articles structurent cette partie.

– Le quatrième et dernier acronyme, **FHB** (Frontières de l'Humain et Biotechnologies), distingue et précise le rôle des artefacts dans la communication mais également en faveur de la cognition humaine. Cette partie propose, avec deux autres articles, des réflexions très enrichissantes et nouvelles concernant le rôle des technologies numériques à propos de « l'homme augmenté » mais également des sciences cognitives, et surtout celui des designers aujourd'hui ; des terrains à exploiter pour les SIC.

Dans cet ouvrage sont tour à tour questionnés un certain nombre d'éléments comme la fonction des musées ; les valeurs de la médiation, telle que celle qui est dite « intensive » (mise en visibilité des contenus en ligne qualifiée de « webmédiation », p. 37) et telle que la médiation dite « inclusive » valorisant la relation, le lien avec le visiteur, en l'impliquant et « co-évoluant » avec la « webmuséologie » (p. 35) ; les valeurs du patrimoine, telles que la valeur historique, celles d'ancienneté d'usage, de nouveauté et d'art, qui permettent de favoriser des consensus.

Des analyses situées définissent l'« artification » du *street art* et le rôle des réseaux sociaux numériques pour sa publication et son institutionnalisation. D'autres portent sur l'industrie de la mode, devenue une industrie « créative ». Ils identifient les nouvelles pratiques des stylistes, inspirées par les stratégies relationnelles mises en place et du « bricolage », notamment avec leurs *books*. Ces derniers, « supports de communication interne et externe » (p. 82) et dont « tous les formats existent du carré de vingt centimètres de côté au format poster » (p. 84) deviennent bibles ou portfolios.

Le corpus d'articles présente aussi des analyses sur les modes d'expression du journalisme (créatif ou narratif) (p. 106), ou bien sur les nouvelles pratiques créatives et de médiation du livre et de la musique enregistrée issues de la culture amateur. Ces dernières se définissent en « filiation » (p. 130) avec le mouvement du logiciel libre – hors sphère marchande –, alors que la privatisation des biens culturels édités et le renforcement des droits de propriété les menacent.

Les contributions à cet ouvrage sont éclairantes, d'autant plus que ce sont parfois des professionnels, des artistes qui rétrospectivement caractérisent leurs pratiques et les illustrent par ailleurs à merveille (photographies et documentation à l'appui). Pertinent

2. Comptes rendus et publications sur le carnet de CREAMED : <https://creamed.hypotheses.org/> (consulté le 15 avril 2018).

pour qui travaille sur l'économie et/ou la sociologie de la culture, des industries culturelles et industries créatives, cet ouvrage l'est aussi pour ceux qui s'interrogent sur les divers univers artistiques représentés (jeux vidéo, création musicale, spectacle vivant, muséologie, mais aussi la licence *Creative Commons*, droit d'auteurs et création...). Ces seize contributions, d'une dizaine de pages chacune, dont on peut regretter parfois le format justement court, sont cependant précédées par une introduction récapitulative pour chaque partie qui reste fort utile, tout comme les bibliographies regorgeant d'ouvrages et d'articles récents.

ANNE GAGNEBIEN

ÉVÉNEMENTS

CONFÉRENCE-EXPOSITION À L'OCCASION DE LA SORTIE DU LIVRE **COMMUNIQUER SUR LA DIVERSITÉ ?** D'AUDE SEURRAT, EN COLLABORATION AVEC MARC RIVAUT (AFMD, LABSIC, 2018)

Vendredi 13 avril 2018 – Siège du groupe Les Échos-Le Parisien

À l'initiative de l'AFMD (Association Française des Managers de la Diversité), le 13 avril 2018 au matin, s'est tenue la conférence-exposition « Communiquer sur la diversité ? ». Cet événement a été l'occasion de présenter au public l'ouvrage homonyme rédigé par Aude Seurrat et ses conditions de réalisation. L'enjeu de cette conférence de restitution des travaux menés au sein de l'AFMD est de permettre de faire connaître les résultats des discussions en séances, de faire se rencontrer à nouveau les participants à la commission ainsi que de les faire échanger sur la thématique traitée avec les autres membres de l'association qui n'étaient pas forcément présents. Elle a également permis la prise de parole de plusieurs « responsables diversité » au sujet de certains projets internes à leurs entreprises membres de l'AFMD (chez Thalès, AKKA Technologies ou encore Randstad avec les dessins d'Antoine Chéreau). Venant enrichir cette perspective, l'exposition visait quant à elle à donner à voir certains supports de communication sur « la diversité » mentionnés dans l'ouvrage.

Le livre *Communiquer sur la diversité ?* est une commande de l'AFMD qui s'appuie en partie sur la commission « Représenter et communiquer sur la diversité » à laquelle ont participé un certain nombre de « responsables diversité » dont les entreprises sont membres de l'AFMD, ainsi que plusieurs chercheurs en sciences sociales tels que Philippe Pierre, Emmanuelle Bruneel, Emmanuelle Savignac et Vincent Brulois. Sa

présentation par son auteure, Aude Seurrat, a mis en exergue certains des questionnements qui avaient été soulevés au cours de la commission, elle a permis de préciser la méthodologie employée et de pointer les principaux apports de l'ouvrage. Parmi ces questionnements avaient notamment été travaillés : les enjeux spécifiques de la communication dans le cadre du « management de la diversité », la prise de distance vis-à-vis des conceptions instrumentales de la communication, la dimension interculturelle de la réflexion sur « la diversité » en entreprise, les modalités alternatives pour proposer les contenus souhaités aux différents publics à sensibiliser (dessins humoristiques, théâtre, *serious games*, applications mobiles), ainsi que la question des types de représentations proposées (leurs cadres, leurs structures et leurs formes) couplée à celle de la médiativité des supports. La narratologie et la question de la construction du sens partagé, ainsi que celle de l'appropriation et de l'adaptation des modes de communication sur « la diversité » à chaque entreprise en fonction de son histoire, son implantation géographique, son contexte économique et son secteur d'activités, avaient également été évoquées en commission.

Le plan de l'ouvrage ne reprend pas strictement celui des thèmes des séances de travail qui se sont succédées lors de la commission : il a été organisé pour souligner les principaux enjeux de la communication relative à « la diversité » en entreprise, dont certains ont été évoqués en réunion et d'autres ajoutés (en particulier dans la quatrième partie), le tout étant remis en perspective et analysé par l'auteure transversalement dans l'ouvrage. Le corpus analysé ne se cantonne pas non plus aux éléments présentés en séminaire, il a été construit pour l'ouvrage à partir d'une sélection qui « visait, non pas à donner à voir de manière proportionnée ce qui était le plus représenté dans les supports utilisés dans les organisations, mais à montrer l'étendue de la variété des formes et des modalités pour communiquer sur la diversité » (p. 17). Quatorze entretiens avec des responsables « diversité » ont également été menés et analysés en parallèle pour nourrir le propos.

En premier lieu, ayant établi que la communication joue un rôle central dans les « politiques diversité » en organisations – que ce soit pour déconstruire en interne les préjugés envers certaines catégories de population, pour délivrer de l'information aux parties prenantes ou encore pour promouvoir des valeurs sociales fédératrices –, celle-ci a été interrogée non pas en tant que « fonction » située dans un angle mort de la gestion d'entreprises, mais comme pratique sociale hétérogène, impliquant des supports d'expression variés.

« Si l'on considère que les politiques de diversité soulèvent l'enjeu du lien social dans les organisations et du partage des valeurs communes, on voit à quel point la communication interne est concernée par ces questions » (p. 12).

De plus, si l'ouvrage n'est pas un guide prescriptif en matière de communication sur « la diversité », c'est qu'il a d'abord été question de déconstruire la vision communément instrumentale de la communication que l'on peut en avoir. Une démarche de questionnement avait en effet été proposée par Aude Seurrat afin de montrer que les identités sociales projetées dans les supports de communication et le sens qui peut leur être attribué sont tributaires de nombreuses représentations sociales. L'ouvrage aborde les liens entre la reconnaissance des identités au travail, leur représentation et la représentativité recherchée, trois notions qu'il distingue, puis problématise dans une perspective communicationnelle, s'appuyant notamment sur des travaux sémiologiques permettant de déconstruire le parcours du sens que proposent ces supports et de déceler les mécanismes de stéréotypie en jeu.

Adressé à un public peu familier des enjeux scientifiques et académiques relatifs à l'analyse des dispositifs et des processus de communication, l'ouvrage se décompose en quatre grandes parties qui ont été présentées lors de la conférence, dans leur ordre d'apparition dans le livre. Une première partie traite de la communication comme ressort stratégique pour les politiques organisationnelles et qualifie « la diversité » de formule³ afin de faire valoir sa « non-évidence », tout en présentant une série d'objectifs possibles de la communication sur « la diversité ». Une deuxième partie se focalise sur la dimension stéréotypique de certaines modalités, fréquentes, de communication sur « la diversité » : via l'usage de banques d'images notamment, on assiste à la standardisation de ces contenus énonciatifs avec un primat accordé à la pluralité de couleurs mettant en représentation des « types » qui fonctionnent comme des exemplaires de catégories. Toute cette première partie pointe le paradoxe d'une « communication vitrine » qui, visant initialement à éliminer les stéréotypes, renforce pourtant les catégorisations et opère des réductions de la complexité du social.

Une troisième partie est consacrée aux alternatives représentationnelles pour, avec des images fixes, illustrer la complexité de « la diversité ». Ces alternatives n'ont toutefois pas été décrites comme des « bonnes pra-

tiques » qu'il faudrait suivre mais comme des exemples de stratégies de communication à analyser. Ces stratégies peuvent aller de la volonté affichée de déconstruire des stéréotypes à la proposition d'identités multifacettes en passant par les jeux possibles avec l'humour ou encore la proposition de réflexivité à partir de la présentation d'un monde dystopique. La quatrième partie aborde d'autres formats communicationnels, moins usuels et moins souvent mobilisés dans le cadre de communications sur « la diversité » et intéressants à investiguer : il s'agit, entre autres, des récits (tels que des narrations sous forme de vidéos), des formats inhabituels qui peuvent être proposés pour parler de ces sujets, comme le théâtre d'entreprise ou encore des jeux (à partir de dispositifs tels que les *serious games* par exemple). La multiplication des supports est ainsi mise en exergue.

Une cinquième partie est consacrée à l'appropriation du sujet de « la diversité » par chaque culture d'entreprise, dans le cadre de la mise en place de sa propre politique dite de « responsabilité sociale » en général et de « non-discrimination » en particulier. L'ensemble pose la question des liens entre les « responsables diversité » et les « responsables communication » dans les organisations, et leurs manières de travailler éventuellement ensemble pour faire avancer des problématiques qui restent encore assez largement « taboues » et qui constituent ainsi des défis à relever pour les personnes impliquées. Globalement, les propositions analytiques et réflexives des chercheurs prises en compte dans cet ouvrage éclairent les dimensions qui seraient à approfondir dans le cadre d'une perspective proprement scientifique pour chacun des types d'approche de « la diversité » dans la communication » passés ici en revue.

Autour de cet ouvrage, l'événement a donné lieu à une exposition de supports de communication qui visait à rendre compte de la pluralité des dispositifs possibles pour communiquer sur « la diversité » et à montrer leurs différences en termes de médiativité⁴ ; avec en particulier des affiches (EDF, Axa, Thalès, Carrefour), des présentations d'applications pour téléphones mobiles (Orange et Akka Technologies), et un film (APRR). Il s'agissait aussi de montrer la variété des problématiques soulevées par « la diversité », telles que : l'égalité femmes-hommes, le handicap, l'âge, les territoires, les métiers.

Globalement, la commission AFMD initiale pilotée par Sophie Ozatte (SFR) et Aude Seurrat, puis l'ouvrage d'Aude Seurrat et enfin l'événement

3. Alice Krieg-Planque, *La Notion de formule en analyse de discours*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009.

4. Philippe Marion, « Narratologie médiatique et médiagénie des récits », *Recherches en communication*, 7, 1997, p. 80.

organisé par l'AFMD le 13 avril 2018, ont été l'occasion de faire valoir le point de vue de la recherche auprès d'un public peu familier de cette approche. Cela a nécessité plusieurs ajustements : notamment la présentation des contenus analytiques de manière accessible à des non-initiés à la pratique sémiotique. Ainsi, cet événement qui clôture l'ensemble de ce travail à la fois de groupe et individuel, relève d'un statut composite qui est ici à questionner et à remettre en perspective. Et ce, puisqu'il s'agissait de la présentation résumée par son auteur de l'ouvrage réalisé « sur commande » dont le propos se situe à la croisée de la réflexion et de la vulgarisation. Celui-ci s'inscrit dans des problématiques de recherche qui continuent d'animer la communauté scientifique mais aussi, dans un contexte de médiation des savoirs auprès d'un public non coutumier de la démarche scientifique propre aux sciences de l'information et de la communication, laquelle reste largement méconnue du grand public et gagnerait peut-être à être valorisée, entre autres, dans ce type de contexte.

EMMANUELLE BRUNEE

SPHM 2018 : UN CONGRÈS POUR RÊVER « D'UN AUTRE MONDE »

En vue de promouvoir les perspectives historiques dans le champ des médias, des médiations et des médiateurs, l'association Société Pour l'Histoire des Médias (SPHM) a organisé son deuxième congrès du 23 au 25 mai 2018 à l'université Paris 2 Panthéon-Assas. Dédié à Hélène Duccini, maîtresse de conférences-HDR en histoire moderne à l'université Paris Ouest Nanterre, décédée en octobre 2017, ce colloque international et pluridisciplinaire a bénéficié de soutiens logistiques et financiers de la part du Centre d'Analyse et de Recherche Interdisciplinaire sur les Médias (CARISM) ; du Comité d'Histoire de l'Audiovisuel et du Numérique (CHAN), de l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS (ISCC) ; de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina), du Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés Contemporaines (CHCSC) ; du Centre de Recherches en Histoire Européenne Comparée (CRHEC) et de l'Institut de Recherche Médias, Cultures, Communication et Numérique (Irmécen). Avec pour thème « Rêver d'un autre monde... Médias, utopies et expérimentations de l'époque moderne à nos jours », ce congrès avait pour objectif de « croiser les regards scientifiques sur les façons dont les médias ont pu porter l'espoir d'un changement social, en servant de supports et d'outils pour concevoir et construire un autre monde », comme l'indiquait le catalogue de présentation.

Quatre axes thématiques étaient annoncés, à savoir « Médias alternatifs et contre-cultures », « Médias et utopies/dystopies », « Expérimentations techniques » et « Révolutionner l'étude des médias ? ». Près de quatre-vingt-dix interventions ont ainsi été réparties en une vingtaine de tables rondes ainsi que trois conférences plénières.

Pour la *keynote* d'ouverture, Audrey Leblanc, docteure en histoire et civilisations (EHESS), a proposé d'interroger par le prisme de l'image, c'est-à-dire en militant pour une histoire culturelle et industrielle, comment la presse d'information contribue à la construction d'un événement historique et du récit historique qui l'accompagne. Au travers d'une approche historique et critique, elle s'est d'abord concentrée sur les usages de la photographie dans la presse pendant les événements de Mai 68, avant d'insister sur la manière dont les commémorations desdits événements deviennent aujourd'hui une opportunité rentable d'exploiter les fonds iconographiques. La présentation offrait alors la possibilité de souligner comment l'usage et l'exploitation des photographies construisent une forme médiatique éditoriale et culturelle des événements. Par ailleurs, cette première session s'est inscrite dans la continuité d'une visite commentée le matin-même à la Bibliothèque nationale de France (BnF) de l'exposition *Icônes de Mai 68. Les images ont une histoire*, dont elle est commissaire d'exposition avec Dominique Versavel.

Dans une démarche située, Mathilde Larrère, spécialiste de l'histoire de la citoyenneté et maîtresse de conférences à l'université Paris Est Marne-la-Vallée a détaillé, lors de la deuxième séance plénière intitulée « L'histoire en 140 signes ou se servir de *Twitter* comme d'un outil d'éducation populaire », ses pratiques de diffusion, sur cette plateforme, portant sur des événements historiques. Pour s'atteler à cette tâche, elle se prépare comme pour un cours universitaire, mais prend soin de rompre avec les codes académiques. Cette activité chronophage nécessite un travail de synthèse et de vulgarisation conséquent, mais avec plus de 38 000 abonné-e-s, sa méthode semble avoir du succès. La conférence, particulièrement dynamique, a été *live-tweetée* sur le réseau social grâce au *hashtag* #SPHM2018 ; une question d'internaute a d'ailleurs été relevée, mettant alors ses propos en abîme.

Au cours de la troisième *keynote*, le professeur en histoire et théorie des médias à l'université de Turin, Peppino Ortoleva, a choisi de mettre en lumière la tendance récurrente au cours du 20^e et du début du 21^e siècles, consistant à expérimenter des formes de démocratie dite « directe », sans la médiation des institutions représentatives, à partir de « nouveaux

médias ». Afin d'en rendre compte, Peppino Ortoleva a abordé, entre autres, la *Théorie de la radio*, un texte élaboré par Bertolt Brecht à la fin des années vingt, qui avance l'idée d'une radio participative et ouverte à tous et toutes, pouvant alors servir d'outil pour une « démocratie directe ». Dans la continuité de sa démonstration, le professeur a également évoqué l'usage de l'internet, en soulignant le processus de changement de constitution en Islande, mais également le parti politique italien *Cinque Stelle*, lequel se présente comme un mouvement à l'écoute de ses militant-e-s et ouvert à la participation des citoyen-ne-s.

Après le premier congrès de la SPMH en 2016, « Penser l'histoire des médias », le second s'est voulu plus thématique. Lors de la table ronde « publics utopiques, publics dystopiques », Sandra Hamiche, doctorante en deuxième année et chargée de cours en sciences de l'information et de la communication (SIC) à l'université Sorbonne Nouvelle, grâce à son analyse de discours et des représentations portées par des films dystopiques, a mis en lumière l'ambivalence des films d'anticipation tels que *Hunger Games* ou *Le Labyrinthe*, entre inscription dans une tradition de textes engagés et visées mercantiles. Marine Malet, doctorante en SIC au CARISM a, quant à elle, souligné les possibilités d'une communauté « hybride », entre divertissement et militantisme, en s'appuyant sur une étude de cas autour du groupe officiel Facebook de discussion de la série *The Handmaid's Tale*. Alors que ces deux premières interventions portaient explicitement sur des productions visuelles dystopiques, Aurélie Olivesi, maîtresse de conférences en SIC à l'université Claude Bernard Lyon 1 au laboratoire ELICO, en s'intéressant aux commentaires de presse en ligne, a suggéré comment la dystopie pouvait être saisie comme outil d'analyse politique des discours liés aux questions de genre.

En plus de traverser l'ensemble des discussions, l'articulation entre genre et média a été pleinement envisagée lors de la session sur les « féminités alternatives ». En revenant sur l'histoire du magazine *Causette*, Raquel De Barros Pinto Miguel, professeure de psychologie à l'université fédérale de Santa Catarina au Brésil, a souligné comment la participation des médias dans la production des lieux de genre fait partie intégrante des débats féministes. Plus particulièrement, il s'agissait de questionner les enjeux autour de la (re)qualification d'un magazine réputé « féministe » en magazine « féminin », et inversement. Cette problématique a également traversé la présentation d'Alexie Geers, docteure en histoire visuelle (EHES), qui, en s'intéressant aux magazines « *mindstyle* », a relevé dans cette nouvelle génération de magazines féminins les processus de construction d'une

« féminité naturelle » aux revendications alternatives. Enfin, Keivan Djavadzadeh, docteur en science politique et ATER à l'IUTC de l'université de Lille, est revenu sur la scène rap féminine américaine depuis les années 1990. Ont été plus particulièrement abordés les fantasmes de revanche des rappeuses qui, plus que de signifier une insatisfaction vis-à-vis de l'ordre de genre, offrent des possibles de contestations et de propositions d'un imaginaire populaire féministe.

Parmi les interventions portant sur le thème d'*activist media*, le chercheur postdoctorant à l'ISCC, Félix Tréguer, a présenté le fanzine *Processed World* publié dans les années 1980 critiquant la vie de bureau au moment de l'informatisation de la société américaine. De son côté, Zoé Kergomard, chercheuse postdoctorante en histoire contemporaine à l'Institut historique allemand de Paris, a voulu savoir si l'on pouvait saisir les sites internet de la droite radicale ayant pour objectif de « ré-informer » comme des « médias alternatifs ». Enfin, Flore Di Sciuolo, doctorante en SIC à l'université Paris II, s'est quant à elle intéressée aux différentes couvertures du magazine *Art Press* afin d'en dévoiler des récits alternatifs.

De façon complémentaire, différent-e-s chercheurs et chercheuses ont également proposé de nouveaux dispositifs afin de révolutionner l'étude des médias. Parmi eux, Zeynep Pehlivanian, ingénieure de recherche à l'Ina, et Claude Mussou, responsable de l'Inathèque, ont décrit le développement d'outils de recherche et d'analyse pour archiver plus de 13 000 comptes et 500 *hashtags* Twitter. De leur côté, Laurie Laplanche, postdoctorante au Département d'histoire de l'université du Québec à Montréal (UQAM), et Josette Brun, professeure au département d'information et de communication de l'université Laval, se sont attardées sur l'étude des émotions en proposant des pistes méthodologiques pour saisir les sources historiques au travers de cette approche. Dans cette même perspective, et en analysant des images d'accidents ferroviaires au sein de la presse française illustrée entre 1850 et 1910, Gregory Shaya, professeur d'histoire au College of Wooster dans l'Ohio, s'est notamment demandé quel rôle les médias jouent dans l'histoire des émotions.

Ces trois journées de réflexion se sont poursuivies autour de discussions informelles, notamment lors de séances de dédicaces au cours desquelles certain-e-s chercheurs et chercheuses à l'instar de Bibia Pavard (CARISM), Jean-Yves Mollier (CHCSC) ou encore Nelly Quemener (Irmécen) ont eu l'occasion de présenter leurs ouvrages respectifs.

IRÈNE DESPONTIN LEFÈVRE ET JULIE WAGNER